« Verba volant, scripta manent » Le patrimoine écrit, atout différentiel de la politique d'influence en Afrique

Jean-Pierre Bat

chargé de mission au CAPS

octobre 2018

NON, LE FRANÇAIS N'EST PAS LA LANGUE DE LA DICTATURE¹

Cet article s'inscrit dans un triple agenda de politique d'influence culturelle française en Afrique.

Premièrement, la francophonie, promue par le Président depuis le discours du 20 mars 2018, est dénoncée par plusieurs intellectuels comme le bras culturel de la politique de la France en Afrique (notamment les écrivains Alain Mabanckou et Gauz à la faveur de la rentrée littéraire et de la promotion de leur ouvrage respectif *Les cigognes sont immortelles* et *Camarade Papa*). A « francophonie », ces intellectuels, écrivains et artistes, préfèrent actuellement le terme de « langue française » (certainement avant qu'un concept plus réfléchi ne soit proposé). Force est de constater que la distinction sémantique est opportuniste ; il s'agit

de susciter une mise à distance entre les initiatives et actions d'auteurs et artistes africains francophones, d'une part, et, d'autre part, la politique institutionnelle d'influence culturelle de la France accusée de « post-colonialisme ». Leur démarche s'appuie sur deux principales positions publiques. La première est liée à la situation politique en Afrique centrale : de nombreux écrivains et artistes sont originaires du Congo-Brazzaville et du Cameroun, sont souvent liés à la diaspora, et utilisent leur notoriété comme tribune. La deuxième posture est liée à l'émergence des nouveaux foyers de débat intellectuels en cours de recomposition (Ateliers de la pensée de Dakar – qui entendent « décoloniser les savoirs et les imaginaires africains » –, axe Dakar-Ouagadougou des Africivistes², etc.). Leur argument est volontairement binaire : les auteurs et artistes considèrent incarner les voix de la société civile ; la francophonie ne représente qu'une voix institutionnelle qui n'entendrait pas les peuples. L'étiquette francophone qui qualifie les paroles et les écrits en français ne séduit pas donc les penseurs africains. Il convient toutefois de constater qu'en Afrique anglophone, des débats beaucoup plus agités ont vu le jour, notamment sous la plume de l'écrivain kényan Ngugi Wa Thiong'o (autour de la pensée de la langue kikuyu comme patrimoine oral et écrit, face à l'anglais hérité du colonisateur) : ces débats idéologiques sur le retour des langues africaines n'a pas encore atteint cette ampleur en Afrique francophone, mais commencent à émerger.

Deuxièmement, la remise du rapport de Felwin Sarr et Bénédicte Savoy sur les restitutions d'œuvres d'art africaines va être attentivement suivi à l'automne 2018 : il aura une portée hautement symbolique. C'est dans sa mise en œuvre technique que ce rapport prendra toute sa portée. Ce pourrait être l'occasion de mettre en valeur la culture patrimoniale francophone, comme espace d'échanges, de formation et d'emploi professionnels à haute valeur ajoutée entre la France et l'Afrique de langue française. Or, contrairement à une idée reçue, il existe des précédents de partage ou de restitutions de patrimoine africain qui ont réussi mais qui ont été oubliés (voir *infra* la question des archives de l'AOF). Ce pourrait être l'occasion de remettre en perspective notre politique culturelle patrimoniale.

Troisièmement, la saison des cultures africaines de 2020 constitue un horizon à moyen terme. Elle pourrait permettre de montrer que le patrimoine écrit n'est pas une affaire de papier ; il conditionne tout le patrimoine immatériel qui constitue un des socles culturels des politiques

« Verba volant, scripta manent »

artistiques de plus en plus réappropriées par les artistes du continent. Il s'agit d'un enjeu que le commissariat de la saison a bien en tête et qu'il développera au travers du thème « Archivages d'histoires imaginaires », qui constitue l'un de ses cinq grands axes de réflexion.

Dans ce contexte, la France est certes reconnue pour son expertise et son savoir-faire culturel ; mais la culture est devenue un objet de commerce comme un autre et la France n'a pas de monopole en la matière. Elle ne constitue pas non plus un partenaire évident ou naturel : quand on entend le mot culture, on ne se réfère pas nécessairement à la France même en Afrique francophone. En témoigne le Musée des Arts et Civilisation noirs de Dakar, dont la réalisation relève avant tout d'une entreprise de BTP garantie par la Chine, sans que l'absence de projet muséal ait été un frein à sa construction. En somme, rien ne s'oppose à bâtir un musée sans que l'on sache le message qu'il doit réellement porter. De fait, notre approche est encore trop segmentée entre la coopération scientifique et universitaire d'un côté, l'événementiel culturel de l'autre et l'angle mort que représente trop souvent une stratégie patrimoniale ou culturelle à proprement parler, allant justement de la formation à l'exploitation. Pour aller plus loin, la « culture » suppose autant une approche par le bas avec des acteurs de terrain, les organisations de la société civile et la perspective de partenariats public-privé qu'un dialogue politique et institutionnel, dès lors que le patrimoine engage à la fois le caractère historique de la souveraineté et des débouchés en termes d'emploi pour la jeunesse.

« METTRE LE VIEUX CRU DANS LES OUTRES NEUVES DE LA MODERNITÉ » (Ahmadou Hampâté Ba)

La Francophonie, non pas institutionnelle mais comme communauté linguistique, se fonde sur la polyphonie de ses locuteurs (« francopolyphonie ») et la défense de la diversité. La conséquence concrète est le rapport assumé entre langue écrite et langue parlée. Cela induit donc un rapport à la diversité : la logique patrimoniale francophone doit aussi contribuer à la défense des langues africaines. Ce phénomène doit accompagner le renouveau des langues africaines, improprement vues comme des pratiques linguistiques concurrentes : c'est certainement en Afrique que les hommes et les femmes sont les plus polyglottes au monde³.

Défendre des langues ne signifie pas créer de nouveaux conservatoires empoussiérés et rapidement relégués à l'oubli, mais imaginer un programme de réhabilitation des langues africaines en dialogue avec la Francophonie. Il a existé en Afrique des expériences autour des traditions orales, à l'image du CELHTO (Centre d'études linguistiques et historiques des traditions orales, qui a pris pour devise la phrase d'Ahmadou Hampâté Bâ) de Niamey qui a été imaginé par Boubou Hama, ministre de l'Education de Diori Hamani. Dans une dynamique modernisée et en cours de construction, le gouvernement mauritanien soutient le projet BIBLIMOS (Bibliothèque digitale multilingues des sources inédites de l'Ouest saharien) porté par l'anthropologue Sophie Caratini (CNRS-Université de Tours) pour redécouvrir « l'islam de paix », c'est-à-dire le mode de gouvernance développé par le commerce ouest-saharien à l'heure de la concurrence doctrinale djihadiste.

Cette conception culturelle des langues doit permettre de proposer le développement de pratiques patrimoniales. Cette dimension introduit un rapport au patrimoine immatériel fondamental, en lien avec la question de l'influence linguistique et culturelle, trop souvent négligée. La politique culturelle de la France peut apporter le concours institutionnel qui permet la défense des différences culturelles ancrées dans une histoire africaine. Toutes les formes de soutien que l'équipe France apporte déjà aux partenaires africains avec ses ressources humaines ou matérielles mérite d'être réaffirmé comme un acte institutionnel de coopération culturelle (aide des SCAC pour des mises en relation avec des partenaires pour trouver des partenaires tiers spécialisés, mise à disposition d'agents français auprès de structures africaines par le biais d'Expertise France, ou engagement AFD à travers la ligne Innovations créatives et culturelles – ICC.). Cet engagement incarne notre conception patrimoniale de la défense des langues sans réduire cette action à la seule pratique monopolistique du français. Sur ce point, le combat de conviction se joue autant en Afrique qu'en France.

PROTÉGER LE PATRIMOINE

« Un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Cette phrase est attribuée à Ahmadou Hampâté Bâ, en référence à son discours de 1960 à l'UNESCO. Les exégèses de cette phrase ont donné l'image

d'un rapport singulier à la mémoire en Afrique, car individualisée et donc éphémère. L'écrit se trouve effacé au profit de l'oralité. Pourtant, c'est à travers la question du patrimoine écrit (archives coloniales) que la France a expérimenté avec succès, depuis l'indépendance de 1960, une politique pionnière et méconnue autour des enjeux de mémoire. A l'indépendance, la France décide de laisser en Afrique de l'Ouest les archives coloniales de l'AOF (archives du gouvernement général, archives des territoires et archives des cercles). Ce patrimoine a créé une dynamique d'influence francophone à trois niveaux, inscrite dans la durée depuis plus d'un demi-siècle :

- une solution patrimoniale ancienne entre la France et le Sénégal, et non un problème : ce patrimoine est décrété propriété commune entre la France et le Sénégal. Symboliquement, ce fonds d'archives est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1997 ;

- un patrimoine partagé entre francophones en Afrique : ce patrimoine partagé est multilatéral dans trois dimensions : entre la France et le Sénégal, entre le Sénégal et tous les Etats d'Afrique de l'Ouest issus de l'AOF, et entre tous ces Etats et la France. Dakar s'est ainsi imposé comme le point d'équilibre de cette culture du patrimoine écrit francophone et a pu en développer des atouts propres dans la longue durée ;

- l'Ecole des bibliothécaires, archives et documentalistes de Dakar (EBAD) : le premier corps professionnel des conservateurs en Afrique subsaharienne. Autour de ce fonds d'archives coloniales le premier corps des conservateurs du patrimoine en Afrique, spécialisé dans la culture écrite, a été créé sous l'influence de Senghor. Cette formation constitue encore aujourd'hui l'une des filières les plus élitistes de l'Université Cheikh Anta Diop qui garantit l'employabilité de tous ses diplômés.

Le Sénégal a occupé des années 1970 au début des années 2000 une position hégémonique et dynamique dans la gestion et la mise en valeur de ce patrimoine écrit, notamment sous la direction du professeur Saliou M'Baye, lorsqu'il était directeur des Archives nationales du Sénégal. La France a commencé à reprendre l'initiative depuis 2015 à travers les nouvelles technologies et le numérique : l'hypothèse de travail est de proposer un processus de sauvegarde et de numérisation des archives coloniales, comme patrimoine partagé, pleinement approprié par tous les partenaires. Cela s'est traduit par un chantier de numérisation des archives de l'AOF (inachevé à ce jour) et par un chantier de sauvegarde

en 2018 et une programmation numérique pour la partie des archives de l'AEF laissées à Brazzaville. Ce travail, qui manque encore de coordination politique globale, intègre pleinement la question de la gestion des mémoires liées à l'histoire coloniale. L'avantage de la solution numérique réside dans le fait que les blocages du Code du Patrimoine (caractère inaliénable du patrimoine) peuvent ainsi être sublimés plus facilement et sans aucune polémique au regard des enjeux de restitutions muséales.

L'intérêt de ces projets ne réside pas tant dans le résultat final (la remise symbolique de copies numériques à des autorités politiques et culturelles, exercice diplomatique somme toute pratiqué fréquemment) que dans le processus à mettre en œuvre et qui doit permettre de faire émerger de nouvelles élites africaines en charge des patrimoines écrits, qui pourront être porteuses d'un discours moderne et revisité sur ces sujets de mémoire. Au-delà des enjeux patrimoniaux, il s'agirait aussi d'encourager les travaux utilisant ces archives et les mobilisant dans le cadre de recherches sur cette histoire qui pourront, dans le futur, amener des chercheurs à développer des analyses pouvant s'inscrire en dialogue ou en contre-point aux discours des *colonial studies*.

ENCOURAGER LA CRÉATION

A travers le numérique, c'est tout un nouveau champ qui s'ouvre pour repenser l'économie et le commerce du livre et de la lecture au XXI^e siècle : de même que l'Afrique a connu la révolution de la téléphonie mobile sans passer par la massification de la téléphonie fixe, l'Afrique est en train de connaître une révolution éditoriale sans être passée par le développement réel d'un marché de l'édition papier. La révolution observable dans l'espace médiatique se prolonge dans le domaine du livre (lecture sur téléphones portables ou tablettes en lieu et place du papier). De plus, le marché éditorial en Afrique francophone est souvent accusé d'être la projection des grandes maisons d'édition françaises, avec des effets contre-productifs (notamment pour les livres scolaires) – faisant écho directement ou indirectement à la catégorisation des productions littéraires (distinction entre littérature française / littérature francophone) qui date du milieu du XX^e siècle, là où une approche intégrée serait un signe fort pour les productions contemporaines.

« Verba volant, scripta manent »

L'atout différentiel de la diplomatie culturelle française repose sur son réseau des Instituts français et des Alliances françaises. La bonne réputation des Instituts français (encore largement appelés par l'acronyme CCF pour Centres culturels français, marque de leur inscription profonde dans la géographie mentale) tient au fait qu'ils assurent avec succès des missions de lecture publique dans de nombreuses villes d'Afrique francophones. Cette réputation constitue un capital symbolique unique, véritable « label » culturel français indissociablement associé au livre.

Dans ce cadre, l'intérêt intellectuel et économique de la France réside dans la promotion d'un nouvel outil éditorial en ligne, accessible à faible coût ou gratuitement, avec une identité visuelle liée au réseau diplomatique français (par exemple au réseau des Instituts français). Cette identité peut être directement dépendante du réseau diplomatique ou simplement associée sans en être dépendante suivant l'objectif de public qui lui est assigné. Cet outil éditorial, adossé à une structure culturelle française, pourrait ainsi facilement se positionner comme un outil de promotion des jeunes talents africains avec un très important effet d'échelle. En termes éditoriaux, des outils d'édition électronique relativement souples et faciles d'emploi existent désormais. Le principal investissement sera plus humain qu'économique. Dans la chaîne commerciale de l'écrit (web comme papier), ce ne sont finalement pas tant les outils d'édition que les dispositifs de diffusion qui constituent le point sensible et la véritable prise de risque économique. Or, le numérique a aboli une importante part du risque économique de l'éditeur ; reste le risque de la diffusion.

Des concours d'écriture pourraient être lancés (par exemple à la faveur de la fête du livre, fête d'internet), avec un jury littéraire composé de personnalités littéraires francophones reconnues. Les lauréats verraient leur œuvre éditée en ligne sous label « Institut français ». En complément, une association avec une maison d'édition française – qui reste la cible de prestige recherchée par les auteurs francophones – est à envisager dans cette démarche pour offrir une perspective d'insertion économique de plus long terme à ces jeunes talents dépités. De même que les humoristes et les chanteurs ont inventé leur système de découverte de talents dans les jeunes générations, il convient d'anticiper ce phénomène dans l'écriture et le monde intellectuel en gestation pour qu'il ne se fasse pas sans nous, donc contre nous : en ce domaine, la France avec son label culturel conserve un avantage différentiel qui mérite d'être exploité en écho aux évolutions de l'écriture 2.0. La saison des cultures africaines pourrait

constituer un horizon complémentaire. L'objectif est de positionner le dispositif culturel comme révélateur de talents d'écrivains africains, et d'orienter notre dispositif de lecture publique vers une économie de bibliothèque numérique dont le corpus serait construit par des auteurs africains au XXI^e siècle.

« POUR GAGNER DE L'ARGENT, IL FAUT UN DON, MAIS POUR LE DÉPENSER, IL FAUT UNE CULTURE » (Alberto Moravia)

La culture a un prix : symboliquement, mais aussi financièrement. C'est dans l'équilibre des deux, et non à la réduction d'une simple opération commerciale, que réside l'un des atouts reconnu du savoir-faire français, largement développé en ce domaine depuis les années 2000. Les lignes budgétaires culturelles françaises sont souvent partagées dans deux directions : le patrimonial (qui sous-entend la culture comme conservation) et les arts vivants (qui sous-entend la culture comme événement). La définition d'une politique culturelle se fait souvent en allant de l'un à l'autre.

Le patrimoine écrit permet de constituer un lien direct, culturel autant qu'économique, entre les deux, à travers l'exploitation du patrimoine immatériel. Fondé sur l'écriture et la transmission (segment patrimonial), il ne peut exister qu'en prenant corps dans les arts vivants (événement). Investir dans cette chaîne permet un double impact : asseoir les politiques de la langue et les associer à d'autres formes d'arts et de publics (danse, musique, théâtre, etc.).

L'Institut français, qui est souvent l'une des rares salles de théâtre et de spectacle dans les villes d'Afrique francophone, constitue le lieu d'accueil naturel de ces représentations et des élites francophones. Depuis leur création, les Instituts français assurent avec succès le dépiquetage des œuvres de talents dans les pays qui les hébergent. Il s'agit ici d'essayer de poursuivre dans cette voie, en prenant comme horizon la saison des cultures africaines : pour réussir, cet événement qui aura lieu en France devra simultanément être approprié par les artistes du continent pour

« Verba volant, scripta manent »

les spectateurs du continent, sous peine de ne pas être compris. Pour être visible et efficace, cette politique mériterait d'être coordonnée à travers une zone sous-régionale (l'Afrique de l'Ouest s'y prête par exemple très bien), tout en respectant les contraintes de calendrier et de programmation de chaque Institut. Car la valeur de l'identité des Instituts français ne se limite pas au pays qui accueille chaque établissement, mais à l'universalité du label culturel de qualité qu'il garantit dans ses offres. L'idée pourrait être de promouvoir une économie sous-régionale de jeunes artistes révélés par la création, la redécouverte et la mise en scène de patrimoines immatériels. Ceux-ci pourront trouver différentes déclinaisons (édition électronique, représentations, masterclass, objets artisanaux, etc.).

UNE VITRINE D'UN SAVOIR-FAIRE FRANÇAIS À HAUTE-VALEUR AJOUTÉE

Cette conception d'économie culturelle suppose de disposer en amont des savoir-faire professionnels pour permettre en aval le développement de politiques culturelles. Cette chaîne intégrée mérite d'être pensée et promue comme telle dans une continuité technique et économique des opérations de coopération culturelle. La coopération autour du patrimoine écrit s'avère peu onéreuse, à la différence de coopération dans le domaine du patrimoine monumental ou muséal qui nécessite rapidement d'importantes sommes financières. De plus, elle représente également un enjeu politique dès lors que les archives travaillées engagent directement la mémoire et la souveraineté du pays considéré. Les enjeux fondamentaux autour du patrimoine écrit s'organisent d'abord autour de la constitution de réseaux interculturels humains. La France dispose d'établissements d'enseignement supérieur de renommée internationale, dont la structure s'avère bien souvent unique. Il convient d'associer ces établissements et de trouver un écho entre leurs politiques de relations internationales en plein développement et les enjeux de diplomatie culturelle dont ils ont vocation à constituer un outil complémentaire.

NOTES :

1 : « Le français est la langue de la dictature », déclaration d'Alain Mabanckou à France Inter en août 2018.

2 : Voir « Les Africtivistes ou les nouveaux influenceurs d'Afrique de l'Ouest », *Carnets du CAPS*, n°26, Été-automne 2018.

3 : Cf. le discours du Président de la République à l'Institut de France pour la stratégie sur la langue française, 21 mars 2018.